



Conseil National du MJS

Paris, les 6 et 7 février 2010

Contribution présentée par JUSTICE
- version longue -

LE DEVOIR D'UNE JEUNESSE PROGRESSISTE

« Il ne peut y avoir de progrès véritable qu'intérieur. Le progrès matériel est un néant. »
Julien Green dans son livre *L'oeil de l'ouragan*.

Texte présenté par le Courant JUSTICE

Premiers signataires : Vincent BEGRAND (CCR Bourgogne), David CUOQ (AF 07), Vincent DESHAYES (CNA supp 38), Antoine HOAREAU (AF 21), Delphine LITCHMAN (AF 09), Maxims PELLETIER (AF 88), Hugo ROUSSEL (BN 59)

INTRODUCTION

Nous sommes socialistes. Et donc progressistes. Au-delà des clivages partisans, nous avons le devoir aujourd'hui, avec toutes celles et tous ceux qui partagent nos valeurs – organisations de jeunesse, syndicats, associations – de réfléchir à l'idée de Progrès.

Le matérialisme couplé au capitalisme ont développé une société occidentale axée sur le confort et tendant à s'inscrire dans une dynamique de globalisation. Le développement des nouvelles technologies de communication, la consommation à outrance, le confort poussé à l'hédonisme, le besoin d'avancer toujours plus vite et vivre dans l'instantané, est-ce là un véritable progrès pour l'Homme ? N'avons nous pas aujourd'hui le devoir de réfléchir à cette société qui ne perçoit plus l'Homme que par son apparence, son argent, sa stature sociale et non comme un être humain voulant s'épanouir ?

Le progrès est avant tout un progrès dans les choix et les actes des hommes qui révèlent leur éthique. Le progrès ce n'est pas un discours. « Il ne peut y avoir de progrès véritable qu'intérieur. Le progrès matériel est un néant. » comme l'écrit Julien Green dans son livre *L'oeil de l'ouragan*.

L'amélioration des conditions de vie et de travail, objet des conquêtes sociales, d'une part, et la démocratisation du savoir et tout ce qui permet à chacun de s'épanouir et de s'émanciper, d'autres part, sont autant d'adjuvants au progrès de la réflexion et à la moralisation des actes. Il faut remettre l'Homme au centre de la notion de progrès.

Le progrès est enfin collectif. « Pour que la loi du progrès existât, il faudrait que chacun voulût la créer ; c'est-à-dire que, quand tous les individus s'appliqueront à progresser, alors, l'humanité sera en progrès », écrivait Charles Baudelaire dans ses *Journaux Intimes*. Le progrès individuel, s'il n'est pas en lui-même condamnable, l'épanouissement étant ce que nous voulons pour chacun d'entre nous, ne doit pas se substituer au progrès collectif ou aller à son encontre.

Au regard de cette notion de progrès défini comme à la fois moral, humain, et collectif, nous développerons ici les devoirs que nous pensons être ceux de la jeunesse progressiste dont nous nous réclamons : le devoir de comprendre, le devoir de porter l'espoir, et le devoir de victoire.

I/ LE DEVOIR DE COMPRENDRE

A. L'OBSESSION IDENTITAIRE ET LE CULTES DE LA VISIBILITE ET DE L'APPARENCE

L'obsession identitaire est l'une des principales matrices de notre société contemporaine. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les nombreux événements culturels offrant une tribune d'expression à cette notion *en vogue*. Le débat sur l'identité nationale est un autre témoignage de la résurgence de cette question identitaire, appliquée cette fois-ci à un groupe : la Nation.

Pour une conception de l'identité dynamique et ouverte

Tantôt individuelle, tantôt collective, cette identité fait toujours l'objet d'une approche restrictive. C'est le point que nous souhaiterions aborder dans un premier temps.

En effet, ce concept même d'identité apparaît profondément en décalage avec la réalité.

Nous sommes en accord avec cette conception d'une identité fictionnelle proposée par David Hume, l'identité reposant sur l'idée d'une permanence dans le temps tout à fait illusoire. La société post-moderne multiculturelle offre selon nous à l'individu la possibilité de choisir son identité, d'en changer, d'en hiérarchiser les composantes. Le politique doit prendre acte de cela et doit permettre aux individus de s'épanouir dans leurs identités (professionnelles, religieuses, politiques, etc.) sans qu'ils ne soient l'objet de discriminations.

Le paradoxe identitaire

Une analyse de la question identitaire nous a ensuite permis d'aboutir à la conclusion que notre société vivait un « paradoxe identitaire », soit une double tendance mettant en concurrence deux visions diamétralement opposées de l'identité : l'identité vue et vécue comme singularité, d'une part, et l'identité vue et vécue comme élément d'une collectivité. Ces visions relèvent d'une différenciation culturelle dont il nous revient de déterminer de quel côté se trouve « la réaction ».

Identité individuelle et égocentrisme

L'identité vue et vécue comme singularité est certes une bonne chose en soi ; elle est la victoire contre des siècles d'emprisonnement de l'individu au sein d'instances de socialisation contraignantes et exclusives. Elle est aussi une victoire politique contre le totalitarisme uniformisant. Toutefois, Internet semble offrir un lieu incitant à la **surexposition de soi**, muant l'individualisme en égocentrisme : chacun veut être vu, « être quelqu'un », se sentir exister, même de façon virtuelle.

Identité collective et manipulation politique : le débat sur l'identité nationale

Parallèlement, et sans doute par réaction, on assiste à un contre-mouvement en faveur de la (re)-**production d'identité collective**. Le débat sur l'identité nationale témoigne de cette participation malsaine de l'État Français à la construction d'identité collective. Considérant que c'est à l'État, créateur de « l'identité papier », que l'on doit la construction de l'individu comme porteur d'une identité singulière (à l'époque où l'individu se considérait encore essentiellement comme membre d'une communauté, notamment religieuse), ce débat est une aberration historique, en même temps qu'une odieuse manipulation politique. Non pas que la Nation n'ait aucun sens : elle est avant tout une volonté et une manière de vivre ensemble. Elle est aussi une histoire.

Et si le symbolique a son importance, la symbolique de la Nation ne peut à elle seule produire le lien social aujourd'hui distendu. Le politique ne peut s'appuyer sur cette seule opération de propagande pour ressouder notre société. Ce sont les valeurs, les principes de la République qu'il doit sans cesse promouvoir dans ses discours et dans ses actes et la Justice qu'il doit chaque jour mettre en œuvre. L'exemplarité et la volonté du politique sont les seules conditions d'un réel retour à l'entente sociale.

Du reste, il semble que la raison d'être de ce débat n'a jamais été le resserrement du lien social, mais bien au contraire l'aggravation de son délitement. Diviser pour mieux régner, cela n'est pas nouveau. A cela s'ajoute une stratégie de diversion, alors que les difficultés économiques et sociales de l'après-crise révèlent combien les choix du gouvernement en amont et en aval de la crise ont pesé sur la situation actuelle...

Identité collective et sous-exposition de soi : la réaction

D'autres communautés porteuses d'une identité collective imposent, comme c'est le cas de l'islam radical, une **sous-exposition de soi** à sa minorité symbolique : les femmes. Nous faisons bien évidemment référence ici au débat sur le port de la burqa.

Il nous apparaît à ce sujet plus opportun de s'atteler avant tout à comprendre les racines du problème. Selon nous, le port de la burqa révèle une réaction à la civilisation occidentale et néo-libérale livrant une certaine conception de la femme (et au-delà même de l'individu) bien souvent résumée à son apparence, une civilisation qui transpire la prétention d'être « libre » et encourage la sur-expression de soi, les postures. L'islam radical se trouve ainsi conforté dans la domination de la femme, dans sa maîtrise de son apparence. Qu'il soit voilé absolument ou dévoilé absolument, le corps - l'apparence, si on préfère - notamment féminin, est devenu le lieu d'un conflit de civilisation. Le traitement du corps a toujours été un lieu privilégié de l'investissement du politique, pour le pire le plus souvent.

Nous devons absolument continuer à penser les différences culturelles relatifs au traitement des corps et mettre en lumière leurs significations profondes pour enfin promouvoir une situation d'équilibre, réhabiliter la femme dans sa dignité, qu'elle soit occidentale ou orientale.

Le paradoxe identitaire que connaît notre société trouve son prolongement dans un paradoxe sur la conception du corps/de l'apparence. La société européenne peut être aujourd'hui qualifiée de société paradoxale, à l'instar de ce que l'on disait depuis longtemps de la société américaine, traversée par le puritanisme et l'ultra-libéralisme.

B. INTERNET ET LA TRANSFORMATION DU LIEN SOCIAL

Par ailleurs, nous tenons à marquer notre profonde préoccupation vis-à-vis d'Internet dont les incidences impactent selon nous à la fois sur la nature du lien et des relations sociales, et sur le psychisme de l'internaute lui-même.

Un bouleversement des modalités de communication

D'abord, Internet, quoique permettant cette formidable connexion des individus les uns aux autres, apparemment sans limites ou obstacles, renvoie à une problématique de communication au sens propre, appliquée à l'échelle de la société des hommes tout entière.

« Il n'y a pas de communication facile, il n'y a que des internautes faciles »

Avec Internet, les modalités de connexion aux autres se transforment. Rencontre et échange se trouvent ainsi « protégés » par la dissimulation qu'Internet offre à des personnes éprouvant certes des difficultés à nouer des relations sociales, mais qui ne trouveront pas dans cette communication hélas un véritable remède, au pire une aggravation de l'isolement dont ils souffrent. Instaurant une certaine facilité, internet, à cet égard, n'est qu'un ersatz de communication. A terme, nous craignons la normalisation de cette communication virtuelle au détriment de l'authentique convivialité. Le politique devrait mener une vraie action en faveur de l'isolement des personnes.

Mangez-moi, mangez-moi, mangez-moi... virtuellement

Toujours relevant de cette problématique de communication, il nous semble qu'Internet dénature également les relations humaines : les rencontres via Internet apparaissent moins liées au hasard – comme c'est le cas dans la vie réelle, bien heureusement - qu'à la recherche consciente de l'autre, de profils spécifiques (recherche de profils facebook, sites de mise en relation professionnelle ou personnelle), voire à la prédation dans le pire des cas. Notre existence virtuelle fait l'objet d'une véritable « consommation. » Cette prise de contact souffre de son caractère intéressé et d'un défaut de spontanéité. Avec Internet, le hasard, la chance, le romantisme sont malmenés. C'est au politique et aux intellectuels, par leurs discours, d'aller à contre-courant de ce mouvement, et de promouvoir une communication dépouillée de ces relents capitalistes.

L'illusion peu comique

Cette existence virtuelle pose la question cette duplicité dans la représentation que la personne devenue internaute a de sa propre personne quand se concurrencent identités réelle et virtuelle. L'identité virtuelle tend pour certaines personnes fragiles (les adolescents en pleine phase de construction de leur personnalité, les personnes seules, etc.) à devenir le théâtre d'une vie jouée, interprétée, qui doit plus à l'apparence qu'à la fidélité à soi, à la sincérité envers soi. Dans tous les cas, existence et identité virtuelles prennent le pas sur une réalité mal vécue ou sujette à frustration. Elles font illusion dans tous les sens du terme.

Nous souhaitons que le politique engage une véritable réflexion sur ce support d'exacerbation du « moi » qu'est Internet (via facebook, les sites personnel, les blogs, etc.) et sur les maux en terme de lien social qu'il implique. Il s'agit d'une question tout à fait « politique » au sens où cela intéresse la pérennité de notre communauté et de notre pacte national et social. Le forum des droits à Internet menant en priorité un travail de médiation juridique, la réflexion sur l'éthique d'Internet devraient être pris en charge par une communauté de sages composés de politiques et de philosophes.

C. PENSER LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION POUR LA RÉGULER

1. Du côté de la production de l'information : Les médias, les journalistes, l'e-informateur

Le journaliste Edwy Plenel a à cet égard proposé un concept très intéressant d'« écosystème démocratique » renvoyant à tout ce qui participe au maintien d'une démocratie saine et sereine. Sont ainsi cités les médias qui détiennent une place de choix dans le fonctionnement démocratique, toujours selon lui. Nous nous trouvons en accord avec cela.

L'intérêt porté à la thématique des médias est plus ou moins récente car les médias tendent à occuper une place prégnante dans la vie publique. Aujourd'hui, la place des médias dans la vie des français est envahissante. Cela modifie les modalités de constitution des relations sociales et de construction des opinions.

Or, médias et journalistes seraient bien inspirés de prendre la mesure de cette place essentielle qui leur est à présent dévolue au sein du fonctionnement démocratique, et s'en montrer dignes. Nombreux sont les journalistes qui ont écrit sur le sujet, invitant leurs confrères à réfléchir sur le sens de leur travail, sur les modalités d'exercice de leur profession, sur ce qui serait souhaitable de réformer, etc.

La qualité de l'information et du débat public

Le traitement de l'information par les médias et journalistes, sans tomber dans une quelconque généralisation, est souvent critiqué pour sa tendance à mettre en avant le sensationnel et le *pathos*. C'est particulièrement le cas en cas de catastrophe naturelle comme ce fut le cas récemment pour Haïti. Si toutefois il est évident qu'un tel événement ne puisse pas faire l'économie totale d'un traitement émotionnel, la diffusion permanente d'images choquantes de victimes n'est pas – ou ne devrait pas être – le seul moyen de bénéficier de la solidarité internationale. De plus, ce traitement médiatique de la catastrophe comporte un risque de traumatisme pour les jeunes spectateurs, risque dont tout le monde semble se désintéresser à présent alors qu'il fut une préoccupation qui a pendant longtemps occupé le débat public grâce au travail d'information d'experts pédiatriques et pédagogiques.

Par ailleurs, la place croissante donnée aux faits divers dans les lignes éditoriales de chaînes et de titres de presse est inquiétant comme à l'occasion d'une agression dans un établissement scolaire par exemple. Ces faits divers cumulent accessoirité de l'information et registre émotionnel. Cela participe d'un détournement des citoyens des véritables enjeux politiques et de société, d'un divertissement politique organisé, au sens pascalien du terme.

Enfin, pour reprendre l'article publié il y a quelques années par Erwan Leconte, sociologue et ancien directeur de l'Observatoire du Débat Public, le traitement de l'information, durant et hors campagne électorale, se caractérise par l'emballement médiatique, le choix de sujets anecdotiques. En ce qui concerne la mission d'organisation du débat public qui revient aux médias, le sociologue fait également et également en évidence l'approche psychologisante des personnalités politiques au détriment d'une analyse profonde des projets, une mise en scène du « peuple » pour de faux débat démocratique (nous faisons référence ici à la Rencontre du Président avec les Français mais avant cela aux émissions « 100 minutes pour convaincre »).

La fiabilité de l'information mise en cause

Les médias et journalistes font l'objet d'une crise de confiance de la part des citoyens. Les baromètres La Croix sur le sujet accrédite mois après mois cette défiance.

La collusion des médias avec le pouvoir politique et les grands groupes financiers

Mis explicitement en cause par les sondés la collusion des médias avec le pouvoir politique et les grands groupes financiers (ce qui indirectement revient au même). En France, l'essentiel des médias écrits ou audiovisuel, privés ou publics, sont entre les mains d'amis du Président de la République. Tous ces grands groupes vivent de la commande publique. Ils se sont tous réunis au Fouquet's après la victoire de Nicolas Sarkozy.

La pression sur le travail journalistique

Le nombre de chaînes et de titres de presse donne l'impression d'une pluralité de l'information. Or, la ligne éditoriale est unique ! Le travail des journalistes est sous pression. Il conviendrait que la profession statue une fois pour toute sur sa déontologie. Nous soutiendrons cette initiative avec enthousiasme.

La mainmise de l'État sur le secteur public de l'audiovisuel

Le secteur public de l'audiovisuel doit être libre. Or, il a été mis à mal avec la réforme de 2008 qui le met sous tutelle financière en interdisant la publicité qui constituait une ressource propre. A présent, le pouvoir politique décidera chaque année du budget alloué aux chaînes de l'audiovisuel public. La gauche a contesté la réforme de l'audiovisuelle publique de N. Sarkozy et a déposé des amendements qui a fait progressé le débat, ce dont nous nous félicitons.

Les modalités de validation de la réforme elles aussi sont intolérables : le pouvoir politique a sommé France Télévision d'accepter cette réforme avant même qu'elle ne soit votée au Sénat ! C'est un mépris affiché du Parlement !

La nomination du Président de France Télévision par le Président de la République est également inacceptable, quand bien même il se ferait avec avis du conseil des « sages » du CSA.

L'e-informateur

Les sites et blogs d'information plus ou moins sérieux se développent. Chacun d'entre nous peut devenir un producteur d'information. Et producteur de mésinformation, ce que le langage net nomme des *oax*. Cette facilité d'hébergement, de diffusion de l'information augmente considérablement le risque de propagation d'intox et de calomnie. On pense ici à facebook mais surtout Twitter où la dénonciation, parfois salutaire dans un système médiatique jugé comme sous l'emprise du pouvoir, est particulièrement incitée par le format de l'expression sur lequel l'interface repose (140 signes suffit). Cela influe également sur le rythme de la vie politique qui vie au gré des buzz, des scandales... Les vrais sujets sont évacués sans que cela ne profite jamais exactement aux mêmes. Une chose est sûr, toutefois, cela ne profite jamais aux citoyens, pas mieux informés, et qui ne se sent pas plus concernés par les vrais enjeux auxquels sa citoyenneté l'attache pourtant.

Conclusion

Le politique doit favoriser/ accompagner l'auto-réforme de la sphère médiatique et de la profession journalistique afin que ces univers élaborent une éthique (ou déontologie) concernant le traitement et la hiérarchisation de son information, la gestion de ses sources, son rapport au « off », et que soient convenus entre le pouvoir politique et ceux-ci d'un rapport clair et sain entre politique et médias.

2. Du côté de la réception de l'information

La « connexion » à l'information est devenue rapide. Nous en avons, dirions-nous, une « consommation reptilienne ». Le recul quant à cette information est rendu difficile, non pas par défaut d'esprit critique des citoyens, mais par l'enchaînement de l'information, son abondance.

Par ailleurs, elle est aussi bien souvent présentée comme une donnée brute et extraite du cadre temporel, du contexte politique, de la problématique globale dont elle est solidaire. L'information est aujourd'hui soumise à l'immédiateté, à l'actualité, au détriment des analyses, à la réflexion.

On assiste à une « crise de sens » comme en témoigne Alain Bihr. Elle ne renvoie pas seulement au déficit de confiance qu'ont les citoyens vis-à-vis des producteurs d'information, mais également à la compréhension, à la « digestion » de cette information. Le système médiatique semble à cet égard fonctionner en vase clos, produisant inlassablement des informations prêts à consommer qui s'imposent impérieusement aux citoyens sous pression. A terme, le marché de l'information vivra la même situation de saturation du marché que la production industrielle, une crise de débouchés !

Conclusion

L'obsession identitaire, les dangers d'Internet, les problèmes relatifs à la sphère médiatique et au débat public, tout cela semble dessiner un tableau plutôt noir de la situation actuelle, et qui ne se limite pas à l'échelle du pays.

Nous ne voulons pas tomber sous le coup de cette illusion collective qui veut voir une société en perpétuel progrès alors que le sol se dérobe sous nos pieds : la résurgence du thème identitaire est-il un progrès ? Internet est-il un progrès ? Etc.

La marche effrénée vers un progrès qui n'a que le nom est chose inquiétante. Il faut savoir parfois se poser et regarder ce qui a été accompli, analyser ce que nous vivons, afin que nous n'empruntions pas par mégarde de mauvais chemins.

II/ LE DEVOIR DE PORTER L'ESPOIR

A. CONFIANCE ET PROXIMITÉ

A la tête des communes, des départements, des régions, les élus locaux développent la politique de demain : ils innovent, montrent qu'une autre politique est possible, que le socialisme peut changer la vie. Dans un souci de proximité, de transparence et de sincérité, la gauche locale a transformé nos collectivités locales pour donner un sens à la décentralisation et montrer qu'agir localement était efficace, que changer d'échelle la prise de décision

permettait de développer une politique qui répondait vraiment aux attentes des citoyens. C'est grâce à elle qu'est maintenu le lien de confiance avec les citoyens.

B. LA FRANCE DE L'APRES-CRISE

Pour lutter contre une incertitude érigée désormais comme norme, les progressistes doivent relever tous ensemble plusieurs défis : intensifier la production pour élever notre niveau de croissance et d'emplois, produire différemment en pensant à l'épanouissement de chacun dans le respect de notre environnement.

Nous défendons donc une nouvelle stratégie de développement qui met l'Homme au centre de celle-ci.

Nous devons réorienter notre appareil de production vers de nouvelles technologies, diversifier les services aux personnes et renforcer l'attractivité territoriale. Ceci doit allier éducation, recherche et formation avec la priorité donnée au développement de l'entreprise. Parallèlement, une transition énergétique doit être engagée.

III/ LE DEVOIR DE VICTOIRE

Notre devoir enfin est celui de faire triompher nos valeurs face au cynisme de la Droite. Face au darwinisme social, face à l'arrogance de ceux qui défendent le *Bellum omium contra omnes*, la guerre de tous contre tous...

Un monde de solidarité qui met l'Homme au centre, les socialistes ne sont pas les seuls à le vouloir. La droite excelle dans la division de notre société et s'amuse du morcellement des forces progressistes. Notre devoir est donc de nous montrer dignes vis-à-vis des attentes de toutes celles et tous ceux qui placent leurs espoirs dans les perspectives d'un monde juste. Au-delà des étiquettes nous devons donc œuvrer pour le rassemblement autour d'un socle de valeurs communes.

C'est toute la famille progressiste qui pourra en 2012 porter l'espoir du changement. C'est unie qu'elle trouvera l'élan qui nous conduira à la victoire.

Nous militerons de toutes nos forces afin de transcender des clivages obsolètes qui nous font oublier l'essentiel de notre combat. C'est ensemble avec enthousiasme que nous pouvons gagner. Cela nécessite ce que Justice a toujours défendu : le respect des partenaires, la sincérité, l'Éthique politique.

Triste est de constater aujourd'hui que nous approchons d'échéances électorales où l'esprit partisan et les manœuvres l'ont emporté sur cette impérieuse nécessité d'élan commun. Pire, on ne parvient pas à s'unir pour un projet mais contre une personne. Certains hier n'avaient pourtant pas peur de « perdre leur âme » en stigmatisant le genre de notre candidate à la Présidentielle.

Pour redonner l'espoir, il faut savoir redonner confiance. Or, nous pensons que les Français, à force de nous percevoir comme un parti où priment les manœuvres d'appareil, se sentent de plus en plus délaissés. Aux regards de certains, nous sommes devenus le parti de la fraude, pour d'autres celui du lynchage. Nous avons le devoir de toujours rester à l'écoute de nos concitoyens, d'être en phase avec leurs préoccupations, et de s'efforcer à comprendre les aspirations populaires, sans quoi, et là l'expression à tout de même plus de force et de légitimité, « nous perdrons notre âme ».

RASSEMBLER LES CITOYENS PAR LES PRIMAIRES

Le Parti Socialiste a enfin franchi le Rubicon des primaires. Nous avons acté, le premier octobre, la mise en place de primaires ouvertes pour désigner le candidat des socialistes en 2012. Nous nous réjouissons d'avoir vu enfin adoptée cette proposition que nous défendions depuis l'élection présidentielle de 2007.

Les jeunes socialistes doivent porter ce projet et prendre toute leur part dans l'organisation de ces primaires, car nous voulons que ces primaires soient un vrai succès citoyen pour la gauche. Des primaires réussies enclencheront la dynamique populaire, citoyenne, démocratique qui nous permettra de remporter l'élection présidentielle de 2012.

L'élan, l'immense élan donné par le peuple de gauche donnera à notre candidat(e) l'impulsion nécessaire pour remporter cette victoire que nous voulons tant pour les Français. Nous socialistes, ne devons pas avoir peur de nous ouvrir à la société et aux citoyens. Il faut dépasser le simple cercle militant et ne pas céder à la tentation groupusculaire. Nous ne devons pas nous couper des français ; nous devons prendre, en temps réel, le pouls de la société. Nous ne devons pas craindre d'être bousculés, et avoir la capacité de nous remettre en question en permanence.

Les citoyens de gauche doivent pouvoir choisir le (la) candidat(e) qui conduira notre camp, le camp du progrès social, à la victoire. Nous ne pouvons plus, nous ne devons plus imposer de candidature aux citoyens si nous ne voulons pas revivre le traumatisme du 21 avril 2002 où le peuple souverain avait rejeté au premier tour le candidat socialiste.

Il ne faut pas avoir peur du (de la) candidat(e) et du projet qu'il (elle) défend. Il ne faut pas avoir peur du choix des français. Le peuple désignera celui (celle) qu'il jugera le (la) plus apte à mener la gauche à la victoire. Ne craignons pas le choix des français. Écoutons-les ; car si le parti fait, comme trop souvent, sourde oreille aux demandes de la base, la sanction tombera indubitablement sous la forme d'une défaite.

Il sera difficile d'associer les autres partis de gauche à ces primaires. Mais nous devons réussir à associer à ces primaires l'ensemble des sympathisants de gauche, dans toute leur diversité politique, pour prendre part à la désignation de notre candidat(e). En transcendant les partis politiques traditionnels de la gauche, en associant à la désignation l'ensemble des forces citoyennes, l'ensemble des forces de progrès, nous pourrons créer cette formidable dynamique qui rassemblera le peuple de gauche autour du (de la) candidat(e) des socialistes. Nous serons parvenus à dépasser le parti, et à faire de la candidature des socialistes la candidature de toute la gauche.

En mettant en place des primaires ouvertes, enfin, nous parviendrons à résoudre la crise de leadership qui paralyse notre famille politique depuis sept ans, parce que le sommet n'a pas craint de rejeter le choix de la base quand il ne lui a pas convenu. Les primaires apportent une solution à cette crise, parce qu'elles confient à l'ensemble des citoyens la responsabilité du choix de notre candidat(e). Enfin, les primaires permettront également de faire émerger un projet clair pour l'ensemble des forces du progrès. La légitimité des choix politiques de la personne ainsi désignée ne sera plus contestable, car le choix des électeurs sera le choix, non seulement d'une personne, mais aussi d'un projet.

C'est ainsi que seront tranchés les désaccords qui parfois nous divisent et que nous pourrons nous rassembler sans ambiguïté autour de notre candidat(e).

Les primaires sont un moyen de répondre aux nouvelles aspirations démocratiques des citoyens, qui exigent aujourd'hui d'être davantage écoutés dans le débat politique. La gauche en général, et notre mouvement en particulier doivent répondre à cette nouvelle aspiration. Les primaires sont la première étape de cette réponse.

Les primaires actées, il faut répondre à une autre attente forte formulée à la famille socialiste, celle du projet. Avant son élaboration, il faut tout d'abord définir la manière par laquelle il sera construit. Nous devons diversifier nos sources d'inspiration pour bâtir un projet plus innovant, plus juste mais plus proche de la réalité des français.

CONCLUSION

La Gauche doit se réapproprier le domaine intellectuel, réhabiliter l'esprit face au matériel, l'action face au virtuel, l'épanouissement de la personnalité par la solidarité face à l'égoïsme et au culte de soi.

La Gauche doit aussi porter l'idée que le véritable pouvoir est le pouvoir sur soi. L'émancipation de l'individu constitue la forme la plus achevée de progrès.

La Gauche doit encore réhabiliter l'idée de Justice qui concilie Liberté, Égalité et Fraternité. Elle doit repenser le collectif et l'intérêt général. Nos programmes ne peuvent plus être un catalogue qui visent différents intérêts particuliers mais bien viser le progrès pour tous. L'obsession identitaire s'aggrave par une conception généralisée et perversifiée de la Liberté. Un être libre vit dans une société juste. Notre devoir est donc de défendre l'être humain et son épanouissement en créant les conditions collectives du Bonheur de chacun.

La Gauche doit enfin redonner l'espoir face à la peur de l'avenir et de la précarité grandissante.

Pour redonner un sens à l'idée de Progrès, ensemble, luttons pour une société juste.